

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Huawei

Pékin demande à Paris l'équité pour ses entreprises

La Chine a appelé lundi la France à garantir un environnement «équitable et non... • (Page 08)

Japon

Un nouveau train à grande vitesse fonctionne

Le N700S peut atteindre une vitesse de 370 km/heure, ce qui en fait l'un des trains les plus rapides... • (Page 08)

FINANCEMENT DE L'AFD / RIPOSTE COVID-19 & FINANCE CLIMAT • (Page 03)

La BOAD reçoit 114,8 milliards FCFA



Togo

• (Page 02)

Une production de 800 mille tonnes de phosphates en 2019



Tentative de blocage des activités

La Direction de Togo Terminal clarifie

Suite au mouvement d'humeur orchestré, dimanche 05 juillet 2020 par un groupe... • (Page 04)

Consommables informatiques

L'ITRA recourt aux jeunes et aux femmes entrepreneurs

Pour acquérir des consommables informatiques, l'Institut Togolais de Recherche Agronomique... • (Page 04)

UEMOA

La réforme du Franc CFA est dans l'impasse

Le 1er juillet 2020 est la date symbolique retenue pour l'entrée en vigueur de l'ECO... • (Page 06)

Œuvres humanitaires

Winy DOGBATSE soulage les personnes handicapées de Klotol

Le Maire Winy DOGBATSE de la commune de Klotol a offert il y a quelques jours... • (Page 11)

Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?

Message de prévention et de sensibilisation de :

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC



A la propagation
du coronavirus
au TOGO

Togo

Une production de 800 mille tonnes de phosphates en 2019

En 2019, le Togo a produit près de 800 mille tonnes de phosphates (799 775 tonnes), selon les statistiques de la BCEAO. Cette production revient en baisse annuelle de 21,5 %, en comparaison aux 1,02 million de tonnes de minerais extraits en 2018.



• Nicole ESSO

Bien que globalement stable sur la décennie, la production du pays marque un creux relatif sur les 5 dernières années ; surtout 2016 et 2017, avec respectivement une production culminant à environ 732500 tonnes (en 2017), en petit déclin par rapport aux 843 000 tonnes de 2016. Ces deux années sont encadrées par une production plus importante en 2015 (1,15 millions de tonnes), et 2018 (1,02 millions de tonnes) relevée précédemment. Enfin, il faut noter une baisse graduelle par rapport au niveau de production des décennies précédentes, soit une moyenne d'environ 2 millions de tonnes dans les années 90, avec près de 3 millions de tonnes pour 1991 ; et environ 1 million de tonnes en moyenne, pour la décennie 2000. Cela fait déjà 10 ans que le gouvernement togolais a adopté un plan de plus de 200 milliards FCFA (330 millions \$) pour

permettre au phosphate de retrouver son importance dans l'économie nationale. Piloté par la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT), le plan comprend une première phase de réhabilitation et remise à niveau des infrastructures de production vétustes, les deux autres phases portant sur la consolidation et l'industrialisation. Depuis lors, ce plan a permis de sortir peu à peu le secteur de sa torpeur, avec le lancement de deux nouvelles mines, celles de Dagbati et de Nyita, près de Lomé. S'il ne fait pas de doute que le plan de relance a porté des fruits et que les derniers accords sont destinés à poursuivre sur la lancée, les performances sont encore très loin des niveaux de la période faste du phosphate togolais. En effet, le Togo a produit son premier phosphate en 1961 et a très rapidement atteint (1968) plus d'un million de tonnes et plus de 2 millions de tonnes dès 1973. Selon plusieurs sources concor-

dantes, la production a atteint son pic en 1989 avec un volume de 3,35 millions de tonnes. Un niveau que le Togo n'a plus jamais atteint depuis. À partir de 1990, la production a périclité jusqu'en 2012 où elle a dépassé de nouveau la barre symbolique de 1 million de tonnes avec le plan susmentionné. Preuve des bonnes performances passées du phosphate togolais, le pays était 5e producteur mondial avant les années 2000. En 2005, il ne comptait plus que pour moins de 1% de la production mondiale (14e place mondiale). Si aujourd'hui il y a peu de chiffres sur les volumes de phosphate produits par le Togo, les données du site planetoscope.com ne classent pas le pays dans les 20 premiers producteurs mondiaux. Alors que le classement est dominé par des nations comme la Chine, le Maroc, les Etats-Unis, plusieurs pays africains devançant le Togo, en l'occurrence la Tunisie, l'Algérie ou même le Sénégal.

AUX DECIDEURS...

NP

Baisse de la croissance attendue

La pandémie de coronavirus affecte profondément les économies des Etats membres de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA). Constat fait par les ministres de l'Economie et des Finances de l'UEMOA, qui s'est réuni par visioconférence, fin juin 2020 sous la présidence de Sani Yaya, ministre togolais de l'Économie et des Finances. Pour l'année 2020, le Conseil constate qu'à l'instar des pays du monde entier, la pandémie à coronavirus affecte profondément les économies des Etats membres. Il se préoccupe des mauvaises performances attendues au plan macroéconomique avec d'une part, la baisse de la croissance dans tous les Etats membres qui conduirait à un taux moyen de 2,4% au niveau de l'Union, soit une réduction de plus de quatre points de pourcentage par rapport à la prévision initiale de 6,6% et, d'autre part, l'aggravation du déficit budgétaire global qui représenterait 5,2% du PIB contre 2,5% initialement prévu.

Face à cette situation, le Conseil encourage les Etats membres à poursuivre les efforts pour limiter la propagation de la pandémie. Aussi, a-t-il adopté la Recommandation relative aux orientations de politique économique aux Etats membres pour l'année 2021. Par cette recommandation, le Conseil invite les Etats membres à poursuivre la mise en œuvre des mesures contenues dans les plans de riposte sanitaire, économique et sociale à la Covid-19.

Il invite également les Etats membres à poursuivre les efforts de mobilisation des ressources intérieures, et à prendre toutes les dispositions pour bénéficier de l'appui de la Communauté internationale, notamment, pour l'allègement de la dette extérieure et l'obtention de nouvelles ressources concessionnelles. Enfin, le Conseil exhorte les Etats membres à mettre en œuvre des politiques budgétaires permettant un retour à la consolidation budgétaire après la crise.

Par ailleurs, le Conseil rappelle que pendant la durée de la suspension provisoire de l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité décidée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, le 27 avril 2020, l'exercice de la surveillance multilatérale, instituée par le Traité portant création de l'UEMOA se poursuit normalement. Aussi, a-t-il adopté la Recommandation relative aux modalités de mise en œuvre de la surveillance multilatérale.

En conséquence, il invite les Etats membres de l'Union à continuer de transmettre à la Commission, les rapports trimestriels et les perspectives économiques et financières.

• Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Financement de l'AFD / riposte COVID-19 & finance climat

La BOAD reçoit 114,8 milliards FCFA

Deux conventions de crédit d'un montant total de 175 millions d'euros (soit 114,8 milliards de F CFA) ont fait l'objet de signature, mardi 07 juillet 2020 au siège de la BOAD à Lomé, entre la Banque Ouest Africaine de Développement et de l'Agence Française de Développement (AFD) au Togo. Ceci, dans le cadre de la riposte face au covid19 et la finance climat.

● Bernard AFAWOUBO

Christian ADOVELANDE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et François JACQUIER-PELISSIER, Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) au Togo ont signé, le mardi 07 juillet 2020 au siège de la BOAD à Lomé, deux conventions de financement d'un montant total de 175 millions d'euros (soit 114,8 milliards de F CFA). Ces deux conventions s'inscrivent respectivement dans le cadre de l'initiative française « COVID 19 – Santé en Commun » portée par le Groupe AFD et de la Finance Climat. Ces appuis sont accompagnés d'une subvention d'assistance technique de 0,6 millions d'euros (soit 393 millions de F CFA). Ce financement global de l'AFD contribuera à la stratégie de la BOAD au bénéfice des Etats-membres et

opérateurs économiques de l'UEMOA dans une optique de relance économique durable suite à la pandémie du Covid-19.

65,6 milliards de FCFA pour financer les plans de riposte

La première convention d'un montant de 100 millions d'euros (65,6 milliards de FCFA) vise à appuyer la BOAD dans sa réponse contractuelle face à la crise. Tout d'abord, elle participe au financement des plans de riposte des Etats-membres de l'UEMOA, dans le cadre d'une initiative portée par la BOAD en relation avec la BCEAO et la Commission de l'UEMOA. Un prêt d'urgence à taux préférentiel d'un montant unitaire de 15 milliards de FCFA a été débloqué en faveur de chaque Etat-membre (soit un total de 120 milliards de FCFA). Ensuite, la convention AFD-BOAD financera des investissements de relance économique



● Le directeur Togo de l'AFD (à gauche) et le président de la BOAD lors des échanges des documents Crédit : AFD (DR)

opérés par le secteur privé de la sous-région pour lequel la BOAD vient de mettre à la disposition des Banques commerciales de l'Union une ligne de refinancement d'un montant de 100 milliards de FCFA. Outre ce volet Financement, la BOAD et l'AFD envisagent un dialogue stratégique sur la relance économique durable dans le contexte post-crise, dans le cadre de la formulation du Plan stratégique de la BOAD pour la période 2021-2025, dont les pre-

miers axes et orientations viennent d'être approuvés au cours de la 117ème session de son Conseil d'Administration tenue le 24 juin dernier.

49,2 milliards de F CFA pour la finance climat

La seconde convention porte sur une ligne de crédit de 75 millions d'euros (49,2 milliards de F CFA) ainsi qu'une subvention de 600 000 euros d'assistance technique, dont la finalité est de contribuer au développement de modèles économiques résilients et bas carbone en zone UEMOA, en densifiant et en réorientant les flux d'investissement vers des projets climat. Plus spécifiquement, la ligne de crédit vise au financement de projets d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (25%) et d'adaptation des populations vulnérables aux conséquences des changements climatiques (75%) dans la sous-région. La subvention permettra d'appuyer la BOAD dans la déclinaison

de sa stratégie Environnement et Climat, afin que la Banque soit en mesure d'accompagner durablement ses Etats-membres et ses partenaires sur le sujet du climat. Ces appuis, qui répondent à deux sollicitations de la BOAD, s'inscrivent pleinement dans la stratégie du Groupe AFD visant à accompagner la structuration d'un écosystème financier résilient et durable, en mesure d'opérationnaliser le volet financier de l'Agenda 2030 sur le développement durable et l'Accord de Paris sur le climat en Afrique de l'Ouest. Avec ces signatures, une nouvelle étape est franchie dans le riche partenariat historique qu'entretiennent la BOAD et l'AFD depuis la création de la banque régionale en 1976. Ce partenariat a notamment été matérialisé par neuf opérations dans différents domaines (agriculture, infrastructure de service public, appui au secteur privé, secteur de l'énergie, consolidation financière, climat) et alimenté par des échanges ré-

guliers entre les directions générales et les équipes opérationnelles des deux institutions. Il est également vivant dans le cadre de l'adhésion commune à l'International Development Finance Club (IDFC) qui anime le débat stratégique des principales banques publiques de développement du monde autour de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de l'alignement avec l'Accords de Paris sur le climat ainsi qu'à l'initiative Mainstreaming Climate Action in Financial Institutions qui rassemble à ce jour 44 institutions financières publiques et privées actives dans la promotion de la finance climat.

Sommet des Banques de Développement

L'AFD et la BOAD participeront ensemble au premier Sommet des Banques de Développement sur le financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), qui se tiendra à Paris du 10 au 12 novembre prochain et sera organisé en partenariat avec le Forum de Paris sur la Paix. Cet événement de grande envergure réunira pour la première fois l'ensemble des Banques Publiques de Développement (BPD) et constituera une plateforme essentielle pour encourager ces institutions à agir ensemble afin de libérer leur plein potentiel et de maximiser les investissements s'inscrivant en cohérence avec l'agenda multilatéral du développement durable.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Tentative de blocage des activités La Direction de Togo Terminal clarifie

Suite au mouvement d'humeur orchestré, dimanche 05 juillet 2020 par un groupe d'agents de la société Togo Terminal, la Direction générale réagit et apporte des clarifications dans un communiqué dont voici la teneur.

Lomé, le 06 Juillet 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE

Tentative de blocage des activités portuaires par un petit groupe de salariés pour protester contre une augmentation des salaires

Dimanche 5 Juillet 2020 en fin de journée, un groupe de salariés de la société a essayé de bloquer les activités pour dit-il, protester contre une augmentation des salaires qu'il juge « non conséquente ». Un mouvement d'humeur sans aucun préavis et non conforme aux procédures légales, règlementaires et conventionnelles. En effet, La Direction Générale de Togo Terminal en accord avec les délégués syndicaux a décidé en fin d'année 2019, d'une augmentation des salaires. Cette revalorisation des rémunérations prend en compte les différentes catégories suivant les spécificités des postes.

Ainsi, en janvier 2020, les primes de logement ont été revues à la hausse pour toutes les catégories.

Au mois de Mai 2020, le processus de rallongement de la grille a été entamé avec un avancement de 3 échelons pour toutes les catégories.

En plus, la Direction Générale de Togo Terminal soucieuse du bien-être de son personnel, a également enclenché le processus de revalorisation complète des salaires malgré la situation socioéconomique complexe liée à la crise sanitaire actuelle caractérisée par une baisse des activités dans tous les secteurs notamment portuaires. A la fin du mois de Juin, le salaire perçu a été augmenté avec un rappel de 5 mois, à compter de janvier 2020.

Pour rappel, en 2019, des réajustements des salaires avaient été faits pour une grande partie du personnel. En plus de nombreuses autres mesures incitatives, chaque année, la Direction Générale procède à une réactualisation des salaires pour s'assurer du mieux-être de son personnel.

La Direction générale ouverte aux négociations et engagée dans l'amélioration constante des conditions de travail et de vie de ses collaborateurs, a exhorté les travailleurs au respect des textes réglementaires et conventionnels. Elle regrette les éventuels désagréments causés par ce mouvement d'humeur illégal et illégitime de ce groupuscule d'agents et présente ses excuses à tous les partenaires de la société. Elle se réjouit de la reprise des activités ce lundi matin 06 juillet 2020 et rassure ses clients de la fluidité des opérations.

La Direction Générale

Décentralisation L'Université de Kara apporte son appui aux communes

Plusieurs communes du Togo vont bénéficier désormais d'un accompagnement de l'Université de Kara (UK), dans la gestion de leurs municipalités, apprend-on de source officielle.

● Vivien ATAKPABEM

La deuxième université publique du Togo, appuyée par le Pnud, a conclu une convention de partenariat avec les communes de Kozah 2 et Oti 2, dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation. L'entente doit permettre entre autres aux étudiants de l'UK de mettre en pratique leur savoir-faire théorique sur le terrain au profit des communes, et ramener des données fiables pour la continuité des recherches à l'université. Les élus locaux pourront de leur côté bénéficier de l'aide des chercheurs universitaires en matière de gestion, planification et élaboration de leurs plans de développement communaux. D'autres municipalités comme Agou 1, Agoè 5 et Lacs 1 bénéficieront aussi de cet appui dans les prochains mois. L'Université de Lomé (UL) poursuit également une démarche similaire au profit des communes du pays. Ce partenariat avec les municipalités correspond à ce



que l'Université de Kara entend faire de sa responsabilité sociétale selon le Prof Sanda Komlan, président de ladite Université. Il précise aussi que le partenariat répond à l'objectif non seulement du positionnement de l'Université dans la mise œuvre de la politique de décentralisation du Togo, mais également de son ancrage dans son environnement. Son institution se décline comme une université au service de la communauté. Les autres communes du Togo bénéficieront de ce partenariat. Les étudiants seront impliqués dans des activi-

tés recherche-action dans le cadre de leurs stages de formation, des stages d'imprégnation professionnelle pouvant aboutir à leur insertion professionnelle. Le projet sera exécuté sur six mois, jusqu'en décembre 2020. L'Université de Kara dispose d'une unité pilote d'extraction d'huile à partir du gingembre fourni par un groupement de producteurs de la filière gingembre de la commune Kozah2. Une unité vétérinaire mobile sera installée dans la commune Oti2 reconnue pour son potentiel en élevage de bétail en vue d'accompagner les éleveurs.

Consommables informatiques

L'ITRA recourt aux jeunes et aux femmes entrepreneurs

Pour acquérir des consommables informatiques, l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) se tourne vers les jeunes et les femmes entrepreneurs.

● Junior AREDOLO

5 au total, ces jeunes et femmes entrepreneurs à savoir GMN, Nova Corporation, Cap Sud Group, Primes Business et Patma Services, ont jusqu'au 17 juillet prochain pour envoyer leurs dossiers de soumission à la direction générale de l'ITRA, à Agoe-Cacaveli. Le recours à ces candidats éligibles, en rappel, s'inscrit en ligne droite de la mesure visant à accompagner la jeunesse entreprenante par l'octroi aux jeunes et aux femmes

entrepreneurs d'abord de 20% et plus tard, de 25% de quote-part des marchés publics au Togo. Pour rappel, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) avait annoncé une campagne de sensibilisation à la mesure de 25% de parts des marchés publics réservée aux jeunes et aux femmes entrepreneurs. La mesure des 25%, se décrit comme un coup de pouce du président togolais à l'entrepreneuriat des jeunes et femmes au Togo. Fixée début janvier 2018 à 20%, la quote-part réservée dans les



marchés publics à cette cible a été portée en hausse de 5% en avril 2019. Créé en 1997

(décret n°97-105/PR du 23 juillet 1997) et relevant du Ministère togolais de l'Agric-

culture, l'ITRA est une agence gouvernementale de recherche et développe-

ment qui vise à moderniser l'agriculture togolaise. Ses missions sont entre autres de mener des études jugées nécessaires ; développer, améliorer ou/et valoriser les technologies agricoles et alimentaires modernes et paysannes adaptées ; mettre à la disposition des autorités et des utilisateurs des résultats de recherches, les outils de décision c'est-à-dire les données et informations leur permettant d'adapter les politiques agricoles ou alimentaires aux nouvelles exigences de l'environnement socio-économique.

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Thème

La personnalité de l'entrepreneur et le projet d'entreprise

Jeudi 09 juillet 2020

à partir de 15h
Participez gratuitement sur

ZOOM



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.

Siège social : 18, Avenue Joseph Anoma, Plateau – 01 BP 3802 Abidjan

Tél. : +225 20 326 685 / +225 20 326 685 Fax : +225 20 326 684

E-mail : brvm@brvm.org

Site web : www.brvm.org

AVIS N° 116 - 2020 / BRVM / DG

----- ECOBANK COTE D'IVOIRE -----

Paiement de dividendes Exercice 2019

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché que la société ECOBANK COTE D'IVOIRE mettra en paiement, le **20 juillet 2020**, son dividende annuel de 353 FCFA net par action, au titre de l'exercice 2019.

La date de fermeture des registres étant fixée au lundi 20 juillet 2020, le titre ECOBANK COTE D'IVOIRE (symbole : ECOC) cotera ex-dividende à partir du jeudi 16 juillet 2020.

Par conséquent, tous les ordres de bourse en attente dans le système de négociation à cette date seront annulés.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter la SGI EDC INVESTMENT CORPORATION, 01 BP 4107 Abidjan 01, Tél. : (225) 20 21 10 44, Fax : (225) 20 21 10 46, E-mail : eic@ecobank.com.

Fait à Abidjan, le 06 juillet 2020

Le Directeur Général



Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE

UEMOA

La réforme du Franc CFA est dans l'impasse

Le 1er juillet 2020 est la date symbolique retenue pour l'entrée en vigueur de l'ECO, la monnaie commune choisie par la CEDEAO et l'UEMOA. La réforme est aujourd'hui dans une impasse, le Nigeria n'approuvant pas l'implication de la France.

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) se retrouve techniquement dans un vide monétaire. Le 1er juillet 2020 a été choisi comme date symbolique d'entrée en vigueur de l'ECO, la nouvelle monnaie de cette sous-région, après la signature le 21 décembre 2019 avec la France, d'un accord de réforme de la coopération monétaire. Deux jours après cette date, les gouvernements des pays membres de l'UEMOA n'ont pas encore fait de déclaration sur le sujet. La France qui à grand renfort médiatique a le 20 mai 2020 « entériné la fin du Franc CFA » reste elle aussi silencieuse. Le président Muhammadu Buhari du Nigeria semble avoir bien choisi le moment pour jeter un pavé dans la mare.

La réforme perturbée par le Nigeria

La plus importante économie d'Afrique en termes de produit intérieur brut (PIB) et de fait, le plus grand des pays membres de la CEDEAO a clairement affiché sa désapprobation à la réforme

que mène la France avec ses partenaires économiques historiques. « Nous ne pouvons pas nous ridiculiser en entrant dans une union pour nous désintégrer potentiellement au plus tôt lorsque nous y entrons. Nous devons être clairs et sans équivoque sur notre position concernant ce processus », a-t-il fait savoir lors d'une récente vidéoconférence avec ses homologues de la sous-région, brandissant ainsi le risque d'une dislocation de la CEDEAO. Le président Buhari estime que ses pairs de l'UEMOA ont entrepris une démarche solitaire ; ce qui n'est pas totalement exact. En s'installant à la présidence tournante de la CEDEAO, Mahamadou Issoufou, président du Niger, a clairement fait savoir que les pays en conformité avec les critères de convergence peuvent déjà commencer à utiliser la nouvelle monnaie et seront rejoints par les autres. Or l'UEMOA en tant qu'espace monétaire commun et surtout le Togo, un de ses pays membres, respectent ces critères de convergence. L'embarras vient surtout de la présence française dans le



processus. Les accords signés le 21 décembre 2019 maintiennent la France comme le garant de l'ECO adopté par l'UEMOA. Cette position qui est fondamentale au cœur du système qu'est le franc CFA a été répercutée sur la nouvelle monnaie désignée. Or, son organisation devrait faire l'objet d'une négociation entre le gouvernement français, et la Banque centrale de l'UEMOA ; ce que le Nigeria ne peut pas tolérer.

Pour les pays de l'UEMOA, le statu quo semble la meilleure option

Les pays de l'UEMOA ne sont pas prêts à abandonner plus de 60 ans de stabilité monétaire du jour au lendemain. Plusieurs analystes et agences de notation estiment que cela entraînerait un désastre économique d'une ampleur qu'on ne peut évaluer. A ce propos, le Nigeria ne propose pas des solutions de substitution concrètes. Sa monnaie (le Naira) qu'il a adoptée en 1973 a vécu au rythme de plusieurs vagues d'inflation. Jusqu'en 2016, elle était encore liée au Dollar US sur une parité fixe avant que les autorités du

pays ne la laissent de nouveau évoluer selon le marché, avec un grand coup de pouce de la Banque centrale. La France est suffisamment avancée pour ratifier l'accord signé avec ses partenaires francophones de la CEDEAO. Mais le texte ne peut entrer en vigueur que si l'accord de garantie est signé à son tour. Or, le Nigeria ne veut pas de cette garantie. Cela laisse penser que le Franc CFA continuera de circuler dans une espèce de statu quo. Au final, même le rapatriement symbolique des réserves de change du compte des opérations en France vers

un autre qui sera choisi par la BCEAO risque de ne pas se faire, de même que le départ des représentants français au sein de cette Banque centrale. Ces évolutions font partie intégrante de la réforme des accords monétaires. Enfin, on ignore encore à quel niveau est le processus de ratification dans les pays de l'UEMOA, en commençant par le Niger, pays dont le président a été le plus enthousiaste au sujet de l'adoption par avance de l'ECO. Cette situation sur le long terme pourrait devenir un motif d'incertitude, notamment pour le secteur financier et celui des investissements. Pour le moment, ils ont anticipé le fait que de grands changements ne surviendraient pas sur le court terme, au-delà des annonces médiatiques. En février 2020, le Nigeria avait déjà demandé un report de l'entrée en vigueur de l'ECO au mois de juillet tel qu'il a été décidé par la CEDEAO en juin 2019. Avec le Ghana, ils sont les deux pays qui ont le moins respecté les critères de convergence de la nouvelle monnaie.

Agence Ecofin

Afrique post COVID-19

Un changement radical de politique de santé s'impose

Des experts et des praticiens de la santé mondiale lors d'un webinaire sur les politiques organisé par l'Institut africain de développement (ADI) ont appelé à un « Plan Marshall sur la santé inclusive en Afrique ».

● Nicole ESSO

Il y a un besoin urgent d'une politique de santé inclusive en Afrique - une politique qui puisse détecter et interpréter les signes d'alerte et se mobiliser rapidement pour isoler les menaces, absorber et s'adapter aux chocs, et innover organiquement de nouvelles stratégies pour maintenir ses fonctions essentielles, ont déclaré les délégués. « Il doit y avoir un changement radical dans la politique de santé de l'Afrique d'une politique qui se concentre sur les résultats médicaux à une qui se concentre sur le concept plus large de la santé inclusive - assurer une santé de qualité de la conception à la fin de la vie, à tout le monde et à tout moment », selon un document de synthèse sur les résultats du webinaire. Le webinaire, le troisième d'une série de la communauté mondiale de pratique de l'ADI (G-CoP), s'est tenu du 22 au 23 juin 2020 et a réuni 565 experts mondiaux et 69 panélistes de 50 pays. L'IDA a accueilli le séminaire conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS); les Centres



africains de contrôle et de prévention des maladies; le Département de la santé et le Centre de santé du Groupe de la Banque; le Centre africain de recherche sur la population et la santé à l'Université Murdoch, Australie occidentale; École de santé publique de l'Université Drexel, États-Unis; École de médecine de la City University of New York, États-Unis; et la Faculté des sciences et technologies de la santé de l'Université du Nigeria. Parmi les panélistes figuraient d'anciens ministres de la Santé, de l'Éducation et des Finances d'Afrique, le personnel

de divers bureaux des premiers ministres, un ministre de la Santé d'Australie occidentale, des spécialistes d'institutions multilatérales dont la Banque mondiale, des chefs d'instituts de recherche sur les politiques de santé, des hôpitaux universitaires, groupes de réflexion et représentants du secteur privé. Les participants au webinaire ont encouragé la Banque africaine de développement et ses partenaires à renforcer le soutien au Plan Marshall sur la santé inclusive en faisant participer le secteur privé, le monde universitaire et la société civile.

Intensifier les tests

Les pays africains ont été instamment priés d'adopter les recommandations de l'OMS sur le lavage fréquent des mains, la pratique de l'éloignement social et le port de masques en public pour prévenir la propagation du COVID-19 et d'autres maladies infectieuses. Ils devraient également intensifier les tests, la recherche des contacts, l'isolement et la mise en quarantaine des patients COVID-19, ainsi que restreindre les mouvements pour minimiser la propagation

du virus. « Ces pratiques d'hygiène personnelle de base sont nécessaires non seulement pour contenir le COVID-19, mais aussi pour atténuer les autres maladies transmissibles qui affectent les citoyens africains », a déclaré le rapport de synthèse du séminaire. L'IDA et ses partenaires synthétiseront les résultats du séminaire en une matrice d'options politiques et une note d'orientation pour les gouvernements et autres décideurs dans leur réponse à la pandémie. « Il n'existe pas d'option stratégique unique. Les décideurs doivent s'engager avec des experts et des influenceurs locaux pour formuler des messages politiques clairs, définir des incitations, des normes ou des comportements et des règles de gestion de la défiance », a-t-il déclaré. Les pays africains ont été invités à fournir des filets de sécurité sociale et des services de soins de santé primaires essentiels, tels que l'accès à une eau et à un assainissement de qualité, à des aliments et à des services sanitaires de base pour les ménages vulnérables. L'Afrique, ont fait observer les délégués, est largement absente

de la course aux vaccins et à la découverte de médicaments pour lutter contre plusieurs maladies auxquelles elle est confrontée, et pour y remédier, les institutions de prêt devraient accorder la priorité aux investissements dans les capacités nationales de production de matériel médical et de produits pharmaceutiques. La rétention des professionnels de la santé en Afrique est essentielle pour y parvenir en inversant les drains cérébraux en cours, ont déclaré les délégués. Les pays doivent renforcer et réformer leurs institutions de recherche sur les politiques de santé pour se concentrer sur des solutions inclusives menées par l'Afrique. « Les politiques de réponse doivent être guidées par la science, et non par la politique », selon le rapport. L'Institut africain de développement (ADI) est le point focal de la Banque africaine de développement pour le développement des capacités. Son objectif est de diriger les efforts visant à renforcer durablement les capacités d'efficacité du développement dans les pays membres régionaux de la Banque.

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

Variation Jour ↓ -0,31 %

Variation annuelle ↓ -16,36 %

N° 129

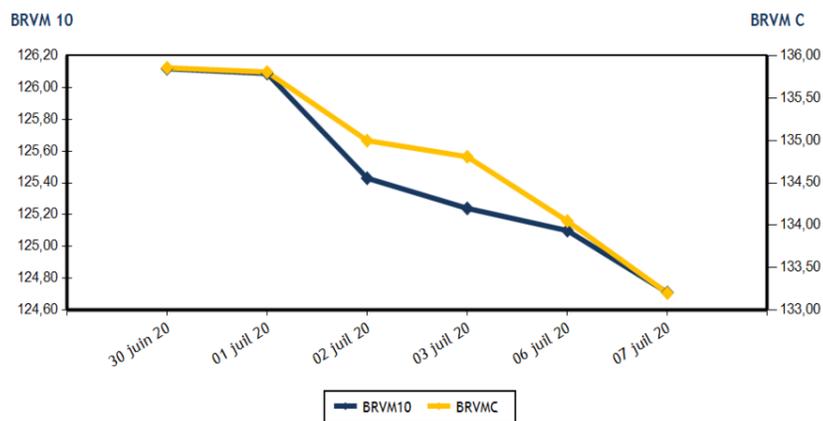
mardi 7 juillet 2020

Site : www.brvm.org

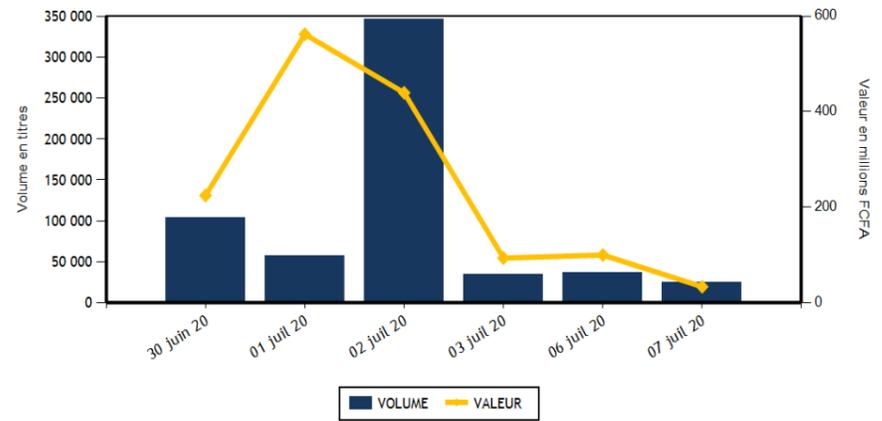
Variation Jour ↓ -0,63 %

Variation annuelle ↓ -16,35 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 002 271 806 776	-0,63 %
Volume échangé (Actions & Droits)	24 602	-26,15 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	33 642 177	-50,35 %
Nombre de titres transigés	36	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-18,18 %
Nombre de titres en baisse	13	-7,14 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 116 169 573 275	0,00 %
Volume échangé	0	-100,00 %
Valeur transigée (FCFA)	0	-100,00 %
Nombre de titres transigés	0	-100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	155	6,90 %	19,23 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 200	1,69 %	-4,00 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 440	1,67 %	-13,48 %
NESTLE CI (NTLC)	325	1,56 %	-17,72 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 350	1,52 %	-11,61 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	1 300	-6,47 %	-23,53 %
SETAO CI (STAC)	225	-6,25 %	-8,16 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 205	-5,74 %	-50,46 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	540	-5,26 %	-10,74 %
BOLLORE (SDSC)	1 310	-5,07 %	-12,67 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	34,21	0,23 %	-9,16 %	7 590	8 121 080	60,56
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	392,21	-0,46 %	-20,83 %	796	7 395 930	8,34
BRVM - FINANCES	15	53,00	-0,49 %	-13,10 %	12 927	14 560 307	5,86
BRVM - TRANSPORT	2	321,42	-4,94 %	-12,36 %	9	12 070	7,60
BRVM - AGRICULTURE	5	64,89	-1,25 %	-24,44 %	764	550 480	6,11
BRVM - DISTRIBUTION	7	223,85	-1,63 %	-11,61 %	2 506	3 000 060	10,66
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	277,62	-6,25 %	-8,16 %	10	2 250	3,49
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,35	
Taux de rendement moyen du marché	9,86	
Taux de rentabilité moyen du marché	11,40	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	68	
Volume moyen annuel par séance	2 475,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	3 774 974,14	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,61	
Ratio moyen de satisfaction	21,47	
Ratio moyen de tendance	3 506,75	
Ratio moyen de couverture	2,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	-1,20	
Nombre de SGI participantes	24	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2865 Cotonou
Tél : (229) 21 91 91 96
Fax : (229) 21 91 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (229) 25 30 87 73
Fax : (229) 25 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 2802 Abidjan 01
Tél : (229) 20 31 50 50
Fax : (229) 20 32 47 77



GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Pimenta Neiva
CP 88 Bissau
Tél : (246) 320 18 02 Fax : (246) 320 18 02



MALI
Immeuble SONATEL, PC 2000 Hamdallaye
B.P. E 1366 - Bamako
Tél : (223) 44 90 10 10
Fax : (223) 44 90 10 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la concorde
BP 13 209 Niamey
Tél : (227) 20 73 88 82
Fax : (227) 20 73 88 47



SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6950, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. DRASSINGBÈ Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3302 Lomé
Tél : (228) 22 81 23 16
Fax : (228) 22 20 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Huawei

Pékin demande à Paris l'équité pour ses entreprises

La Chine a appelé lundi la France à garantir un environnement «équitable et non discriminatoire» à ses entreprises, après la décision de Paris de restreindre fortement les autorisations d'exploitation des opérateurs partenaires du groupe chinois Huawei.



La Chine a appelé lundi la France à garantir un environnement «équitable et non discriminatoire» à ses entreprises, après la décision de Paris de restreindre fortement les autorisations d'exploitation des opérateurs partenaires du groupe chinois Huawei. L'Agence nationale de sécurité des systèmes informatiques (Anssi) a fait savoir qu'elle limiterait à huit ans maximum les licences d'exploitation de la 5G, la cinquième génération

de l'internet mobile, pour les opérateurs français SFR (Altice) et Bouygues Telecom, qui utilisent déjà les équipements du géant privé chinois des télécommunications. Interrogé lors du point de presse quotidien du ministère chinois des Affaires étrangères, le porte-parole Zhao Lijian a émis l'espoir que la France «observe une attitude objective et juste, respecte les lois du marché et la volonté des entreprises». Il a appelé Paris à «prendre

des mesures concrètes pour mettre en place un environnement ouvert, équitable et non discriminatoire pour les entreprises de tous les pays, y compris les entreprises chinoises». Huawei, numéro deux mondial du téléphone portable et surtout numéro un des équipements 5G, est dans le collimateur des Etats-Unis qui le soupçonnent d'espionnage potentiel au profit de Pékin. L'administration Trump fait pression sur les pays alliés pour qu'ils renoncent à

utiliser ses équipements.

Pas l'objet d'un «bannissement total»

Dans un entretien au journal Les Echos, le directeur général de l'Anssi, Guillaume Poupard, a précisé que Huawei ne ferait pas l'objet d'un «bannissement total», mais que les opérateurs qui l'utilisent recevraient des autorisations comprises entre trois et huit ans. «Nous ne sommes pas dans du Huawei bashing, ni dans du racisme anti-chinois», a-t-il assuré. L'eurodéputé écologiste Yannick Jadot a appelé de son côté lundi à protéger la «souveraineté numérique» du continent en rejetant Huawei au profit de ses concurrents européens Nokia et Ericsson. Ailleurs en Europe, le Premier ministre britannique Boris Johnson devrait annoncer ce mois-ci des plans pour retirer progressivement les équipements Huawei du réseau 5G du pays, affirme lundi le Financial Times, citant des sources gouvernementales.

(Avec AFP)

Japon

Un nouveau train à grande vitesse fonctionne

Le N700S peut atteindre une vitesse de 370 km/heure, ce qui en fait l'un des trains les plus rapides au monde.

Son lancement était censé coïncider, à quelques semaines près, avec celui des JO de Tokyo. Si ces derniers ont été reportés à 2021 en raison de la crise actuelle, le premier N700S a tout de même été mis sur les rails le 1er juillet, note le Japan Times. Au total, quatre de ses nouveaux Shinkansen (les trains à grande vitesse japonais) circulent déjà. Ils devraient être 40 d'ici 2022. Comme le note CNN, l'une des particularités du N700S est qu'il permet de transporter des passagers en toute sécurité en cas de tremblement de terre, un phénomène naturel fréquent au Japon. Il dispose en effet d'un système d'autopropulsion à batterie lithium-ion, le premier du genre au monde. Ce dernier lui permet de circuler sur une courte distance lors d'une panne de courant et lui permettra de se déplacer vers un endroit plus sûr ou la zone d'évacuation la plus proche à



basse vitesse s'il est bloqué dans une zone à haut risque (un pont ou un tunnel) lors d'un tremblement de terre. L'accent ayant été mis sur la sécurité, ce nouveau train bénéficie d'un système de contrôle et de freinage automatique amélioré qui lui permet de s'arrêter plus rapidement en cas d'urgence, et de quatre ou six caméras de sécurité par rame (contre deux dans les autres modèles). Il peut

atteindre la vitesse de 370 km/heure, mais sa vitesse de fonctionnement sera limitée à 285 km/heure selon CNN. Chaque siège dispose également d'une prise électrique individuelle et s'incline davantage pour offrir plus de confort aux passagers. Plus de zones de stockages sont prévues pour les gros bagages. A chaque arrêt, les porte-bagages placés au-dessus des voyageurs s'allument afin

de leur rappeler de ne pas oublier leurs effets personnels. «Je suis sûr que les passagers se sentiront à l'aise pour faire un tour en train», a assuré Shin Kaneko, le président de Central Japan Railway Company, l'une des principales sociétés ferroviaires du Japon à qui l'on doit ce nouveau Shinkansen.

Avec Capital.fr

Le Royaume-Uni

3 milliards de livres pour verdir la relance

Le plan de relance que doit présenter, ce mercredi, le ministre du gouvernement britannique chargé des finances et du trésor, Rishi Sunak, comprend deux milliards de livres qui seront affectés à la rénovation et une meilleure isolation du parc immobilier privé, et plus d'un milliard pour les bâtiments du secteur public.



Le Chancelier de l'Échiquier, Rishi Sunak, prévoit d'annoncer ce mercredi un vaste plan de relance post-coronavirus qui doit comprendre 3 milliards de livres (3,3 milliards d'euros) dédiés à des emplois «verts» pour «re-dynamiser l'emploi et protéger l'environnement». Deux milliards seront affectés à la rénovation et une meilleure isolation du parc immobilier privé, et plus d'un milliard aux bâtiments du secteur public, notamment les écoles, les hôpitaux, et les logements sociaux, précise un communiqué du Trésor britannique ce mardi.

Rénovation de «centaines de milliers de logements»

Ce plan prévoit «la création de milliers d'emplois dans des secteurs tels que la construction» pour rendre le pays «plus vert et l'aider à atteindre ses objectifs de neutralité carbone en 2050», précise le communiqué. Le gou-

vernement britannique table sur la rénovation de «centaines de milliers de logements» grâce à des subventions de 5.000 livres par logement - 10.000 pour les familles à bas revenus - «pour améliorer l'efficacité énergétique des logements». Le gouvernement du conservateur Boris Johnson prévoit la création de quelque «5.000 emplois verts» au maximum, sur une enveloppe de 40 millions de livres pour «soutenir des projets d'ONG environnementales et d'autorités locales destinés à embellir les paysages britanniques, notamment en plantant des arbres, nettoyant les rivières et créant de nouveaux espaces verts», détaille le communiqué. Le plan de relance que doit présenter M. Sunak comprend également 111 millions de livres pour inciter les entreprises à offrir des stages aux jeunes : elles recevront 1.000 livres par stagiaire qui «a accès à une formation de qualité».

Avec Latribune.fr

Filière

L'Union européenne vole au secours du vin

Malmenée par la crise, la filière du vin va bénéficier de nouvelles mesures de soutien de l'Union européenne. Les nouvelles mesures vont permettre aux producteurs d'organiser entre eux la production afin de stabiliser le secteur.

L'Union européenne est au chevet de la filière du vin, plombée par l'impact de la pandémie. Le commissaire à l'Agriculture Janusz Wojciechowski a annoncé «un nouveau train de mesures», censé permettre aux producteurs d'organiser entre eux la production afin de stabiliser le secteur. Par exemple en planifiant la production, en organisant des actions de promotion ou en organisant le stockage privé. L'UE va par ailleurs augmenter sa contribution dans les programmes d'aide nationaux, pour atteindre 70%. Un point qui concerne également

le secteur des fruits et légumes. Enfin, l'exécutif européen va «autoriser les Etats membres à verser des avances aux opérateurs pour les opérations de distillation et de stockage en cours en période de crise». De précédentes mesures permettent déjà aux producteurs plus de flexibilité dans la pratique de «vendange en vert», visant à contrôler le potentiel de production en réduisant la quantité de raisins, et offrent la possibilité de distiller du vin en temps de crise ou l'octroi d'une aide au stockage de vin.

Avec Capital.fr

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Session du Comité des forêts de la FAO et Semaine mondiale des forêts	22 au 26 juin 2020	Rome (Italie)	Néant
14e réunion annuelle de la Revue économique portugaise 2020	3 juil. Au 5 juil	Porto, Portugal	Néant
Conférence EcoMod (Modélisation et science des données)	8 au 10 juillet 2020	Milan, Italie	Theresa.Leary@EcoMod.Net
Deuxième édition de la foire du Made in Côte d'Ivoire	22 au 26 juillet 2020	Abidjan Côte d'Ivoire	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant

HOROSCOPE finance

Bélier : Vous serez favorisé financièrement. Sans aller jusqu'à vous assurer un pactole, les astres vous permettront de vivre sans souci. Vous serez bien placé pour toute question liée au patrimoine, à un héritage, à une succession ; vous saurez faire fructifier ces biens de manière avisée et opportune.

Taureau : Côté finances, vous aurez droit à un petit coup de pouce du sort. Attention cependant au revers de la médaille : Vénus étant la planète de la beauté et de l'harmonie, elle pourra tout à coup vous donner envie de dépenser des fortunes en vêtements, en coiffure ou en beaux meubles pour la maison. Réfrénez-vous !

Gémeaux : Plus que jamais vous serez tenté de gérer vos finances à coups d'inspiration. Mercure en sera partiellement responsable, il faut bien le reconnaître. Il vous faudra beaucoup de maîtrise de vous-même pour résister à vos impulsions déraisonnables, pour ne pas jeter votre argent par la fenêtre.

Cancer : Sur le plan financier, vos projets s'avéreront tout à fait satisfaisants, et les influx astraux vous aideront à les réaliser sans trop de peine. Vous devrez néanmoins savoir éviter de vous laisser dévorer par une ambition démesurée.

Lion : Vous devrez faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Evitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Vierge : Si vous devez effectuer d'importantes transactions financières ou régler des problèmes litigieux, vous serez favorisé par Pluton. Mais ce ne sera pas une raison pour commettre des imprudences.

Balance : La journée sera propice à la récupération de sommes d'argent qui vous seraient dues ; prenez cependant garde à ne pas les dépenser aussitôt : on pourrait vous le reprocher dans votre entourage.

Scorpion : Très bonnes influences astrales dans le secteur financier. Profitez-en pour consolider votre situation matérielle. Vous pourrez aussi envisager de nouveaux modes de placements à long terme.

Sagittaire : Côté finances, vous n'aurez pas droit à l'erreur. Il faudra même redoubler de prudence. En effet, des complications pourraient retarder des rentrées d'argent sur lesquelles vous comptiez absolument, ou encore vous obliger à engager des frais imprévus. De toutes manières, évitez le plus possible de faire des emprunts ou de prendre des crédits, et imposez-vous une règle absolue : ne jamais dépenser plus que ce dont vous disposez sur votre compte en banque ! Ce sera le meilleur moyen d'éviter de gros ennuis.

Capricorne : Votre équilibre financier devrait en principe être stable. L'impact de Mars sera assez léger et ne risque en aucun cas de vous valoir des difficultés pécuniaires importantes. Mais il pourra vous souffler quelques décisions trop hâtives que vous regretteriez ensuite.

Verseau : Les coups de poker, sur le plan matériel, vous attireront particulièrement aujourd'hui. Attention, vous pourriez perdre gros. Méfiez-vous de votre goût trop prononcé pour le risque.

Poissons : Mercure, l'astre de l'intelligence et de la communication, vous incitera à trouver de bonnes solutions pour équilibrer votre budget, et à dialoguer efficacement avec votre banquier si nécessaire. Mais attention : ne vendez surtout pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué !

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press
Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de **toux** ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP institut)
Tel 00(228) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail setiftogo@gmail.com Lomé

Impact COVID-19

Les enseignants volontaires bénéficient du programme Novissi

Dans ce contexte socio-économique dû à la pandémie de COVID-19 et la suspension des cours, le gouvernement togolais subventionne depuis le 27 juin dernier les enseignants volontaires.

• Bernard AFAWOUBO

La pandémie de coronavirus rend la vie difficile aux enseignants volontaires du Togo suite à la suspension des cours qui est l'une des mesures prises par les autorités du pays afin de limiter la propagation du virus. Au total 13.000 enseignants à savoir 10.753 du cours primaire et 1860 du secondaire bénéficient de ces aides financières allouées via le programme Novissi à raison de 24.500 francs CFA pour les femmes et 21.000 francs CFA



pour les hommes. Par ailleurs, des dispositions sont en train d'être prises afin de permettre à tous les concernés de bénéficier de ce soutien

promis par le gouvernement togolais il y a quelques semaines. Soulignons que les autorités du pays ont pris des dispositions concernant les enseignants des écoles privées, suite à la décision de réouverture des écoles pour les élèves en classes d'examen. Pour rappel, le gouvernement a mis en place un plan de riposte pour protéger les populations. De même, il a mis en place un fonds de relance économique et de solidarité nationale pour amenuiser l'impact négatif de la crise sur les citoyens. D'une valeur de 400 milliards FCFA, le fonds de relance économique et de solidarité nationale a permis d'accompagner les citoyens togolais ayant perdu leur revenu en raison de l'adoption des mesures prises pour lutter contre la propagation de la pandémie. Il s'agit du programme de transferts monétaires « Novissi » qui a servi de soutien financier mensuel de 12.500 francs CFA aux femmes et de 10.500 FCFA aux hommes. 11.314.281.875 francs CFA ont été offerts à 566.567 personnes (370.422 femmes et 196.145 hommes).

Œuvres humanitaires

Winny DOGBATSE soulage les personnes handicapées de Kloto1

Le Maire Winny DOGBATSE de la commune de Kloto1 a offert il y a quelques jours, à Kpalimé, des fauteuils roulants (tricycles), des béquilles, des déambulateurs et des cannes à trois pieds aux personnes handicapées de sa commune.

• Joël YANCLLO

La cérémonie s'est déroulée dans les locaux de la commune de Kloto1, conformément au strict respect de l'application des mesures barrières, édictées par le gouvernement togolais, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie à Coronavirus. Ils sont une cinquantaine de personnes handicapées composées d'enfants, de femmes, d'hommes et de vieillards à bénéficier de ces matériels roulants et l'ambiance était toute particulière ce matin. « Le maire a l'obligation de la survie et de la santé de sa population. Nous

avons constaté qu'il y a beaucoup de personnes handicapées dans la ville qui ont des difficultés et des problèmes pour se déplacer. Nous avons tendu la main à nos partenaires extérieurs qui nous ont aidés en matériels roulants », a souligné le maire Winny DOGBATSE. « J'ai reçu une première vague composée de 50 matériels roulants pour tous handicapés de la commune de Kloto1. Nous avons fait une remise symbolique aujourd'hui pour que ces femmes et ces hommes, qui éprouvaient des difficultés puissent avoir un sourire aux lèvres », a-t-il précisé. Le Maire de Koto1 a invité toutes les per-

sonnes handicapées de sa commune qui n'ont pas eu la chance d'avoir du matériel roulant, à s'adresser au secrétariat du cabinet du maire pour a-t-il ajouté « se faire enregistrer pour qu'on puisse s'occuper d'eux rapidement et de la gestion de leur mobilité ». M. DOG-BATSE a également fait savoir qu'ils ont un grand stock de matériels pour le Centre Hospitalier Préfectoral de Kpalimé, notamment des lits médicalisés et des matelas pour la santé de la population de sa commune. Le porte-parole des bénéficiaires Véga Kodzo (cordonnier de profession) a, au nom de tous handicapés, remercié le dona-



teur pour ce don, qui selon lui « est une grande solution pour eux, personnes handicapées et pour leurs parents ». « La mobilité étant très ré-

duite pour nous, il nous fallait absolument ces fauteuils roulants pour pouvoir vaquer librement à nos occupations », a-t-il indiqué. Pour

M. VEGA, le donateur a bien choisi la cible. Il a prié le donateur de continuer par penser à eux, pour d'autres dons à venir.

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

INSTITUT SUPÉRIEUR DE MUSIQUE,
DES ARTS ET DE LA CULTURE
- ISMAC



VACANCES

Utiles

INSTRUMENTS ENSEIGNÉS

PIANO - GUITARE - BATTERIE - TROMPETTE
TROMBONE - SAXOPHONE - FLÛTES - PERCUSSION
SOLFÈGE - TECHNIQUE DE CHANT ET AUTRES
FAITES DE VOS ENFANTS DES MUSICIENS !

FRAIS | OPTIONS

40.000 FRS

PAIEMENT PAR TRANCHE

- 10000FRS À L'INSCRIPTION
- 15000FRS LE 15 AOÛT
- 15000 FRS LE 15 SEPTEMBRE

DÉBUT DES INSCRIPTIONS

**A PARTIR DU
21 JUIN**

DURÉE DES COURS

**15 JUILLET
AU 15 OCTOBRE
DU LUNDI AU DIMANCHE**

CONTACTS : +228 90 77 18 29 / 90 10 17 70 / 90 87 36 47 / 97 09 56 27

ISMAC : FACE CAMP MILITAIRE D'ADIDOGOMÉ DERRIÈRE
L'ANCIEN COLLÈGE ESSOR